

THESES SUR LA RUSSIE PASSEE ET PRESENTE

par **Alain BESANÇON**,
Membre de l'Institut

Article paru dans la revue *Commentaire*, n°94, 2001

L'ancienne Russie.

1. Si l'on se place aux origines de la Russie, à Kiev, on est devant un Etat qui est aux marches de l'Europe, mais qui fait partie de la nébuleuse européenne en formation. Novgorod, avant d'être détruite par Ivan le terrible, était le terminal de la Hanse et vivait à l'heure baltique. Cependant, si l'on se place devant la Moscovie, à la veille de la révolution pétroviennienne, c'est à dire à la fin du XVII^{ème} siècle, le retard russe, selon l'historien Kachtanov, peut être évalué à six ou sept cents ans, qu'il s'agisse de la structure de la propriété, des relations dites féodales, de l'asservissement des paysans, des techniques agricoles (rendement, assolement), de la vie intellectuelle. Qu'on se représente la Francie de Charlemagne, mais sans Alcuin, sans les écoles cathédrales, sans le réseau épiscopal, sans le latin etc. On a même souvent une impression mérovingienne.

2. La différence russe n'est pas simplement de retard, elle est de nature. Le point clé est le rapport du souverain à la noblesse. En occident, le souverain somme une hiérarchie qui lui est co-naturelle. Le souverain partage avec ses nobles la noblesse. Un rapport mimétique, qui touche aux mœurs, à l'honneur, à la dignité personnelle, relie le plus humble teneur de fief, à son seigneur, à son duc, à son roi. En Russie, les sujets sont, selon l'expression d'Ivan III, "tous des esclaves". Il n'y a pas de pyramide sociale, tous sont égaux et d'ailleurs préfèrent cette égalité sous le despotisme à une hiérarchie de privilèges. Le tsar a réussi à conserver la propriété effective de la terre. Il la concède moyennant service à une fraction de ses serviteurs (les "nobles") et pour la mettre en valeur et permettre le service, il attache le paysan au domaine. Il n'y a pas eu en Russie d'appropriation seigneuriale de la terre, ni de révolution agricole conduite par les seigneurs devenus propriétaires. Les grandes familles tirent leur lustre seulement des fonctions qui leur sont attribuées dans le service. Les nobles ne se battent pas en duel : ils s'injurient et se battent à coups de pied. S'ils mécontentent, ils sont fouettés.

Il n'y a pas de villes, au sens occidental du terme, seulement des centres locaux du pouvoir central, des garnisons. La caste des marchands n'a jamais voulu prendre de responsabilités politiques. C'est pourquoi la Russie a ignoré la révolution du XII^{ème} et XIII^{ème} siècle, l'université, les ordres mendiants savants, le grand commerce, et, plus tard, la Renaissance.

La religion est le christianisme et c'est pour la Russie, un point d'ancrage fondamental en Europe. Orthodoxe, certes, elle est pourtant assez différente du christianisme latin, et même byzantin. Elle est une liturgie, un sacré, qui recouvre et orne un sacré bien plus ancien, chargé d'une magie païenne, qui touche la terre-mère, le tsar, la communauté "orthodoxe", et qui ne se sépare pas d'une aversion viscérale, instinctive, panique, pour l'étranger, le latin, le

catholique, le juif. L'élévation d'une frontière, délimitant une sorte d'*Umma*, qu'on ne passe que très difficilement dans un sens et dans l'autre, apparaît dès les temps de l'occupation mongole. C'est ainsi que se créent dès le XV^e siècle des mythes dont l'impact est généralement faible, mais qui sont réveillés de temps à autres, comme " la III^{ème} Rome ", " la Sainte Russie ".

3. A partir du XVIII^e siècle la Russie commence un "rattrapage" qui conduit à l'eupéanisation. Il se conduit selon deux lignes.

Celle à laquelle est attachée le nom de Pierre le grand passe par le renforcement et l'activation des moyens qui sont à la disposition du souverain et de son administration militaire. On renforce les obligations de service (elles durent pratiquement toute la vie) on renforce le servage, la corvée, l'impôt, l'assujettissement des paysans au domaine concédé. Cette voie autoritaire, volontariste du "développement" (en vue de la puissance militaire et étatique et non de la prospérité des sujets) ne disparaît pas tout au long de l'ancien régime. Mais elle est de plus en plus en retrait par rapport à une autre ligne, à laquelle Catherine II a attaché son nom, qui semble la seule féconde, la seule qui ait eu quelque chance d'eupéaniser le pays.

Elle consiste dans l'effort obstiné et couronné de succès pour détacher, au sein de la noblesse de service, une portion destinée à former le noyau d'une noblesse au sens européen du terme. Cela passe par l'octroi de droits. Le noble ne peut plus être battu. Il devient propriétaire de son domaine et des serfs qui se trouvent à sa surface. Ainsi se met lentement en place un droit complet de propriété. Le noble reçoit en outre une éducation libérale dans les écoles militaires, où il apprend les manières, et progressivement les mœurs du gentilhomme européen. Au début du XIX^e siècle est fondé un système efficace d'enseignement. Le noyau grossit. Les fonctionnaires doivent passer par des universités de bonne qualité créés sur modèle allemand. Au milieu du XIX^e siècle, fonctionne un réseau de lycées qui contient une vingtaine de milliers d'élèves. A la fin de ce siècle, les écoles primaires alphabétisent massivement le village.

C'est dans le village que se maintient l'archaïsme russe. Le paysan a été "émancipé" en 1861, mais il n'est pas devenu libre puisqu'il demeure assujetti à la commune rurale, qu'il n'est pas propriétaire, qu'il est soustrait au système judiciaire dont jouissent les classes supérieures. C'est là que se maintient le sacré pré-chrétien quoique d'allure chrétienne, avec ses pratiques magiques, ses préjugés, ses peurs et on dirait son "nationalisme", s'il ne s'agissait pas d'une idolâtrie de quelque chose de plus ancien et plus obscur que la nation au sens moderne.

La Russie semblait pourtant au XIX^e siècle avoir construit enfin un Ancien Régime complet, à l'Européenne, avec la même hiérarchie de classe, la même culture juridique, la même humanité. Son plus grand succès est d'avoir produit une littérature, une musique, pleinement européennes par les thèmes, les sources d'inspiration, l'extrême valeur. Biéliniski, vers 1840, y voyait avec raison la preuve de l'eupéanisation de la Russie. Un siècle après, c'est encore la meilleure. Il ne faut pas perdre de vue que la culture russe est entièrement le produit de cette aristocratie créée par Catherine, développée sous Nicolas I^{er} et Alexandre II, jouissant des conditions matérielles décentes que lui procure le "peuple", ce qui ne va pas pour cette petite couche (peut être un demi million d'hommes) sans entraîner des scrupules de conscience.

4. Cet ancien régime ne bénéficiait cependant pas de la légitimité dont jouissaient avant la Révolution française les anciens régimes européens. Cette Révolution avec ses principes radicalement nouveaux, l'avait blessée à mort. Le régime russe était, pour parler comme Rousseau, "blet avant d'être mûr". D'où le dilemme suivant : où l'on poursuit la route vers l'europanisation définitive, mais cela signifie qu'on doit passer par une crise politique extrêmement grave qui risque de balayer tout l'acquis. Ou bien on s'arrête en route, mais cela conduit, comme l'a prouvé la guerre de Crimée, à une perte de puissance et à l'effacement de la Russie dans le concert européen.

Pour échapper au dilemme, le gouvernement cherche une troisième voie. Elle consiste à s'appuyer sur ce vieux sacré que connote la notion de *Sainte Russie* ou encore la devise officielle du régime : "Autocratie, Orthodoxie, Esprit national (*narodnost*)". Sous ce couvert peuvent se continuer la voie "pétroviennne" autoritaire en vue du développement pour la puissance, et la voie "catherinienne" vers la civilisation et l'humanisation de la société. Mais aussi apparaissent concurremment des formations mentales archéologiquement déterrées du passé largement mythique, redevenues vivantes et virulentes : un "nationalisme" enraciné dans le religieux, un messianisme de la Russie comme nouveau peuple élu, dont la destinée est de sauver le monde, un impérialisme sans frontière définie. Ces idées sont de plus en plus puissantes à mesure que l'illégitimité du régime s'affirme et qu'il se rapproche de sa fin.

5. La délégitimation de l'ancien régime russe a permis l'essor de deux oppositions.

La première a un but délimité : le nouveau régime représentatif et libéral tel qu'il fonctionne en Europe occidentale, ou, à la rigueur en Europe centrale. Elle s'appuie sur le renforcement continu de la société civile, d'abord la noblesse éduquée, puis les classes nouvelles éduquées par le lycée et l'université, les classes urbanisées, le monde des entrepreneurs, des marchands, le monde agricole en mouvement qui a trouvé des institutions représentatives. Cette évolution, cette tension, ressemble à celle de toute l'Europe et donne à la Russie son visage européen. Elle est le produit des efforts modernisateurs de l'Etat russe, pétroviennne et catherinien ensemble. Cette opposition est nationaliste à la mode européenne, soutient l'empire et l'expansion russe à l'intérieur du concert européen.

La seconde a un but illimité : une société dont il n'existe pas de modèle connu, à la fois supérieure à la société russe et à la société de type européen ou américain. Le courant révolutionnaire reprend les thèmes de l'exception russe, du destin russe particulier, et refuse la modernité occidentale au nom de l'archaïsme villageois mais transfiguré et donné comme l'avenir du monde. Un autre courant plus récent s'approprie le marxisme allemand, prend la forme d'une secte et conspire publiquement pour un renversement du pouvoir, de toutes les structures sociales, religieuses, intellectuelles, russes ou européennes, ce qui ouvrira le chemin au surgissement d'une société parfaite. La seconde opposition, par son volontarisme, sa violence de principe, est en miroir (inversé) de l'Etat pétroviennne. Par son chimérisme, son eschatologisme, elle est en miroir (inversé) des fausses traditions messianiques que tente de faire revivre l'Etat petersbourgeois à bout de souffle. Son principal adversaire est le libéralisme constitutionnel de la société civile, qui, normalement, selon l'expérience de l'Europe, doit hériter du pouvoir tsarien d'ancien régime. Son projet s'étend à la terre entière.

L'épisode communiste

6. La grande guerre donna sa chance à la secte la plus extrême. Elle se maintint soixante dix ans au pouvoir, en s'adaptant, en évoluant, mais sans changer de nature. Elle

détruisit la société civile, le droit, la propriété et presque tout l'acquis de civilisation accumulé depuis Catherine. Pour réaliser son utopie, qui s'éloignait comme l'horizon, elle reprit les recettes de pouvoir les plus despotiques que recelait l'histoire russe moscovite et petersbourgeoise, mais en les portant au carré et au cube, si bien que l'ancienne Russie était à la fois reconnaissable et non reconnaissable tant les moyens employés passaient toute expérience et même toute imagination historique. Vis à vis de l'extérieur, elle s'exclut elle-même du concert européen et déclara une guerre de subversion à l'univers.

Longtemps l'idéal communiste parut canaliser les forces du sacré russe, l'envelopper, l'accomplir : la frontière infranchissable, la différence de nature entre terre socialiste et terre capitaliste (comparable à la division belliqueuse entre le *Dar el Islam* et de *Dar el Harb* musulman), le projet messianique, le projet communautaire. Mais à mesure que cet idéal s'évaporait, et qu'il échouait à se réaliser, ce sacré réapparaissait à la surface, et aux yeux des occidentaux semblait se ranger dans la catégories du nationalisme.

Croyant avoir de nouveau affaire à quelque chose de connu, un empire nationaliste classique, la diplomatie occidentale essaya pendant presque toute la période soviétique, de 1920 à 1988, de faire entrer l'URSS dans un nouveau concert européen et mondial. Ce fut l'Allemagne qui en prit l'initiative dès 1922 (Rapallo). Revenu au pouvoir, De Gaulle, prenant ses désirs pour des réalités, pensait que la Russie n'avait pas cessé d'être une nation, comme l'Allemagne ou l'Angleterre. Dans sa passion anti-américaine, il s'efforça vainement de faire coïncider l'image à son avis immanente d'une Europe des nations "de l'Atlantique à l'Oural" avec la réalité soviétique, qui s'étendait de l'Elbe au Pacifique, et poussait des pseudopodes en Afrique, en Asie, en Amérique et par l'intermédiaire des partis communistes, en Europe occidentale. Kissinger, moins aveugle sur le rôle de l'idéologie léniniste, s'efforça de reconstruire une sorte d'échiquier international et, en tenant compte des intérêts supposés "nationaux" de l'URSS, de lui assigner une place acceptable sur une des cases de l'échiquier.

Or jamais le pouvoir soviétique ne l'accepta. Il a jusqu'au bout tenu à bout de bras le "système communiste international", s'accommodant des schismes tant que ceux-ci n'aboutissaient pas à une dissolution de la structure et de l'idée communiste. De même qu'en Russie, l'idée abstraite du communisme avait dû se remplir de contenus réels, le goût de la puissance, de la domination, l'orgueil national, la haine du "camp" opposé, partout où le communisme s'implanta il dut aussi satisfaire ces passions naturelles et il leur dû sa durée. Toutefois jusqu'à la chute le projet resta mondial, illimité, et tous les efforts de la diplomatie occidentale ne réussirent pas à le faire entrer dans un ordre stable et accepté. Il fallut un immense déploiement de force militaire pour le contenir.

7. Le régime tomba définitivement en 1990. Il semble avoir été victime de sa fidélité à son projet mondial et illimité. Ce projet supposait la concentration de toutes les forces économiques et techniques de la zone sur la puissance militaire. Il a suffi que l'appareil d'Etat prenne conscience qu'il ne pouvait soutenir la concurrence même sur ce point avec l'occident, pour qu'il jette l'éponge et qu'il se dissolve. L'empire se volatilisa en un instant. La Russie fut renvoyée aux frontières qu'elle avait au moment où Pierre le Grand montait sur le trône. Elle perdit même la partie de l'Ukraine qu'elle avait acquise au temps du tsar Alexis Mikhaïlovitch.

La marée noire communiste en se retirant laissait à découvert un paysage effrayant. Ni les Occidentaux, trompés par la falsification des données, ni les soviétiques, même haut placés, intoxiqués par leur propres mensonges ne devinaient que le bilan de soixante dix ans de pouvoir utopique absolu serait aussi désastreux. Les principaux chapitres de l'inventaire sont les suivants :

La Russie se retrouve avec à peu près la même population qu'en 1917. Même la France, dont la démographie est pauvre, a tout de même crû de 50 %. Le Brésil, sept fois moins peuplé que la Russie en 1917 a aujourd'hui une population très supérieure. De plus, non seulement les Russes font encore moins d'enfants que les Allemands, mais ils se portent mal, leur espérance de vie est courte, leur état sanitaire est lamentable. La population diminue au rythme d'un million par an, malgré l'immigration des Russes qui fuient le pouvoir musulman en Asie Centrale et dans une partie du Caucase.

L'industrie est ruinée par soixante dix ans d'investissements sans justification économique. Elle n'est pas capable de fournir des produits écoulables sur le marché mondial, à l'exception des armements. L'agriculture, sur les surfaces agricoles immenses, parvient juste à fournir des produits de consommation de qualité inférieure, et n'a pas engendré d'industrie alimentaire compétitive. Le patrimoine immobilier, routier, ferroviaire, est profondément délabré. Le commerce international a la structure d'un pays sous-développé : on vend du gaz, du pétrole, des matières premières. On importe les produits à haute valeur ajoutée.

Un atout a cependant été laissé par le régime. Incapable de véritable innovation, il a été capable de conserver certaines bonnes choses qui chez nous ne sont plus. En particulier, la pédagogie à l'ancienne, sévère, sélective, avec une promotion au mérite. Elle explique que la Russie dispose d'un réservoir abondant de musiciens, de mathématiciens, d'ingénieurs de haut niveau, encore que les talents aient été longtemps et principalement dirigés vers la chose militaire. Cette fraction, la plus digne d'estime, est aujourd'hui en partie inemployée, en partie sur le départ vers des cieux plus cléments.

Cette couche brillante ne doit cependant pas faire illusion : le principal dégât du communisme est l'abrutissement et la démoralisation des masses. Le peuple russe est peu informé, peu entraîné à penser par lui-même. Bien que l'école et l'université occidentale ne soit plus ce qu'elle était, elle est dans l'ensemble encore supérieure à l'école secondaire et supérieure russe. Il y avait en Russie soviétique relativement peu d'étudiants, au sens où l'on emploie ce mot en Amérique ou en Europe, et sauf en domaine scientifique, ils ne recevaient pas une éducation libérale capable de développer leur intelligence. Apprendre par cœur les imbécillités léninistes ne fait pas de bien au cerveau.

La démoralisation vient de tous les côtés de la vie communiste : paresse, irresponsabilité, mensonge, corruption, débâcle des liens familiaux, la liste est longue. Les Russes n'ont pas été entraînés à l'intense activité de nos sociétés. Elle leur paraît une oppression.

La dévolution du pouvoir

8. Comment pouvait-on en 1989 ou 1990, envisager la question de la dévolution du pouvoir ?

En février 1917, il existait en Russie une société civile en plein essor appuyée sur l'économie la plus dynamique. Affaiblie par la guerre, systématiquement empêchée de gouverner par la secte bolchevique et ses alliés, elle fut renversée en octobre et méticuleusement détruite.

En 1989, quels étaient les groupes que l'on pouvait théoriquement assigner à une nouvelle société civile ? L'ancienne société n'était plus représentée que par les débris de l'ancienne intelligentsia, qui fut capable de produire une très mince couche de "dissidents" actifs, quelques centaines d'individus. D'autre part, au sein du pouvoir soviétique, une classe

nombreuse se détachait au sein du pouvoir communiste. Ces hommes qui ne croyaient plus du tout au communisme, s'appliquaient à acquérir des places, de l'argent, des "avantages" d'autant plus précieux que la pénurie générale s'aggravait. Ils contrôlaient la production et la distribution. Présidents de kolkhozes, directeurs de magasins, cadres de l'industrie trafiquaient intensément dans les années Brejnev et s'initiaient ainsi à la véritable économie, à l'échange, au marché. Ils pouvaient théoriquement former le tissu d'une nouvelle société civile.

La "classe trafiquante" était intimement liée aux structures de pouvoir, c'est à dire à l'immense appareil communiste. En fait, à la chute du régime, ce fut, la couche supérieure des "communistes trafiquants" qui hérita de la richesse du pays. Ils en avaient auparavant la possession, mais l'idéologie officielle les empêchait d'en avoir plus que l'usufruit. La volatilisation du communisme leur permit d'accéder à la pleine propriété. Les communistes nantis proclamèrent leur conversion à l'économie de marché, et se dirent "capitalistes" parce qu'ils avaient pu acquérir pour presque rien la plupart des actifs rentables du pays, et les communistes frustrés, à qui il ne restait que les miettes du gâteau, continuèrent de s'appeler communistes et essayèrent de reconstituer le parti.

Le pari des économistes occidentaux portait sur l'évolution de la classe trafiquante. On espérait qu'elle finirait par former à la longue une véritable société civile. Espoir déçu. Une concentration ultra-rapide fit tomber la richesse aux mains d'un petit nombre de groupes, en cheville avec le nouvel appareil d'Etat. Etaient-ils comparables aux "robber barons" américains, aux Morgan, Rockefeller, Vanderbilt, des années quatre vingt dix ? Non plus. Ils ne fondèrent pas d'industries, ils cherchaient à maximiser des profits à court terme, ils réussirent à sortir de ce pays exsangue des milliards de dollars, ils accaparèrent et mirent en lieu sûr les crédits occidentaux, ils escroquèrent l'épargne du peuple russe. Ils firent toutes ces manipulations avec la complicité du pouvoir d'Etat.

Ce qui nous ramène à la question du pouvoir.

Dès les premiers jours de l'après communisme, le petit monde des dissidents s'évapora. Les Juifs, qui en formaient la partie la plus nombreuse et la plus déterminée, partirent pour Israël ou pour les États Unis. Les dissidents les plus célèbres qui avaient été expulsés par le pouvoir soviétique au temps d'Andropov, ne se pressèrent pas de rentrer ou ne rentrèrent pas du tout. Ceux qui rentrèrent se conformèrent aux nouveaux pouvoirs, parfois avec un enthousiasme qui surprit, tel un des plus perspicaces d'entre eux, Zinoviev. L'intelligentsia, rompant avec une partie de sa tradition, cessa d'être une force d'opposition. De toute manière, elle était bien incapable de se porter candidate au pouvoir. Elle n'avait aucune base sérieuse dans la population. Elle sortait des couches privilégiées de l'ancien régime. Elle se déchira. Elle cessa de compter. Il se peut qu'elle revive, si le régime évolue vers la dictature.

Le combat politique s'engagea donc entre les fractions issues du parti communiste. Le parti communiste croupion perdit rapidement la partie. Il avait ses partisans dans les milieux les moins privilégiés de la caste dirigeante, mais privilégiés quand même par rapport au reste de la population. On serait tenté de le comparer à ce qu'étaient, dans les sociétés coloniales, les "petits blancs". La comparaison n'est pas absurde, tant la caste communiste jouissait, par rapport à l'ensemble du peuple, d'une situation de colonisateur. Retraités, anciens combattants, militaires du rang, petits chefs, foule énorme des propagandistes, des journalistes officiels, des bureaucrates de sovkhoses et de kolkhozes, tous se trouvaient un peu perdus, privés de leurs maigres "avantages" et du prestige de leurs innombrables médailles. L'idée communiste se réfugia chez eux, non qu'ils fussent le moins du monde léninistes au vieux sens idéologique du terme, mais par un regret du soviétisme et de ses gloires. Chez ces demi-soldes, le nationalisme blessé tient la part essentielle dans le deuil du communisme.

Cependant, dans les trente dernières années du régime, un changement s'était produit dans le rapport de force à l'intérieur de la caste communiste. Les idéologues professionnels, les convaincus ou les propagandistes de l'idée communiste perdaient progressivement leur autorité. Les nécessités de la recherche de puissance, la configuration prise par la lutte du "camp socialiste" contre le "camp impérialiste", faisait passer au premier plan les organes techniques du pouvoir. L'appareil militaire ne pouvait se nourrir du vent léniniste, il lui fallait des techniciens, des organisateurs, des savants de valeur. De même, l'appareil de production dans la mesure où il se confondait avec l'appareil militaire. La tâche de contrôler la population passait du propagandiste militant aux organes de la police. Le KGB devenait une organisation fière de détenir l'information sur toutes choses, fière de ses exploits dans l'espionnage international, orgueilleuse de sa discipline, de son esprit de corps alors que le parti dans son ensemble donnait tous les signes de la décadence et de la corruption. L'appareil diplomatique, de bonne qualité, est en symbiose avec le KGB. Il en est une branche spécialisée. En peu d'années cette couche élitaire, technicienne, moderniste du parti, l'emporta. Elle avait essayé de réformer le communisme sous Andropov et Gorbatchev. Elle l'abandonna sa difficulté quand cette réforme aboutit à l'écroulement du système. Elle se tient à l'écart de la catastrophe, garda son unité, et c'est à elle seule finalement que le pouvoir fut dévolu.

9. Une comparaison avec la Pologne peut être éclairante. Dans ce pays, le communisme avait été imposé de l'extérieur en 1945, non sans résistances vite brisées. Cependant l'ancienne société civile, détruite en partie par le nazisme, détruite à nouveau par le communisme, n'était pas anéantie. La paysannerie n'avait pu être expropriée, et elle s'accrochait à ses champs. L'Eglise, populaire, gouvernée par des prélats de valeur, unie à Rome, avait tenu bon. Une vie intellectuelle subsistait, à l'heure occidentale. On se souvenait du droit et de la liberté. Le patriotisme allait contre le communisme, bien que celui-ci ait instrumentalisé le pire nationalisme antisémite et anti-allemand, mais ce nationalisme ne se confondait nullement avec le sentiment national polonais. A partir de 1956 la société civile releva la tête et ne fit ensuite que se renforcer et s'aguerrir. En 1988, le parti communiste dut partager le pouvoir avec elle. En fait, il négocia son absorption en celle-ci. Son personnel fut intégré dans la société. Sans plus se référer le moins du monde aux idéaux qu'il avait professé pendant quarante ans, il se comporta selon les nouvelles normes occidentales, veillant seulement à conserver ses places. Il y réussit fort bien, aidé par une solidarité d'expérience commune, par sa capacité administrative, sa compétence, en tout cas son habileté politique. Sa politique étrangère est celle de tout gouvernement polonais quel qu'il soit : vers l'ouest, toutes ! Il évita l'épuration. Les Polonais, qui ont lutté pour leur libération, savent qu'ils doivent cohabiter avec ces hommes qu'ils méprisent mais qu'ils ont promis de ne pas juger ni punir. On a pu comparer ces communistes recasés au personnel thermidorien qui, tout idéal révolutionnaire envolé, occupa jusqu'à sa mort des positions importantes dans la France du XIX^e siècle. La comparaison avec Thermidor a été appliquée au nouveau pouvoir russe plutôt qu'au nouveau pouvoir polonais : mais justement en Russie la comparaison ne tient pas.

10. La raison en est évidemment la faiblesse de la société civile indépendante. Le parti ne peut se mélanger avec elle, qu'en se mélangeant avec lui-même. Dans la France jacobine, le principe de propriété et, partiellement du droit, n'avait pas été supprimé. Les jacobins étaient propriétaires, leur base paysanne l'était devenue légalement. En Russie, il n'y avait ni propriété ni droit en 1990. La propriété fut hâtivement décrétée d'en haut, sans le droit. C'est à dire que la répartition des richesses s'effectua selon le pur rapport de forces, et ce fut la couche dirigeante qui l'accapara. Elle comprenait la fraction technique du parti en

association étroite avec la couche trafiquante. Ce qu'on a appelé la "maffia" n'est rien d'autre que ce syndicat d'intérêts à la fois politique et économique. A son profit il opéra la "privatisation" des actifs rentables et constitua une oligarchie de grands groupes. Oligarchie instable, comme peut l'être une bande de requins dépeçant une baleine. Entre eux aussi régnait la seule règle du rapport de forces.

Le moment Eltsine

11 Quel a été le sort de la société civile dans les années Eltsine ?

La peur a disparu. Les gens n'ont plus été tenus de parler la langue de bois, de faire semblant d'apprendre les principes du *diamat*, de faire semblant de le croire. Ils sont rentrés en possession de leur gosier. Sous cet aspect, le totalitarisme léniniste a bel et bien disparu en un clin d'œil. La peur diffuse ou intense qui avait duré soixante dix ans, qui entraînait jusque dans les familles, jusque dans le couple, qui entraînait une méfiance de tous à l'égard de tous, cette peur a cessé d'exister. La liberté d'opinion et la liberté de l'exprimer en privé est entière. Le soulagement fut considérable.

Un certain degré d'initiative économique est devenu possible. Les petites boutiques, les étalages à la sauvette ont fleuri. Des entreprises ont essayé de se créer, nonobstant les primes à payer aux racketteurs privés, aux mafias étatisées qui contrôlent le marché, aux bureaucraties vénales. Elles y sont parfois parvenues.

L'obstacle principal à l'essor d'une "classe moyenne", impatientement mais jusqu'ici vainement attendue par les observateurs occidentaux de la Russie, est l'absence de droit. Les lois ne sont que la mise en forme des décisions successives du pouvoir. La justice n'est pas suffisamment indépendante pour que les litiges lui soient confiés. La législation de la propriété est toujours en attente. Dix ans après la chute du régime, la structure kolkhozienne est toujours en place. On annonce seulement qu'un droit de propriété de la terre va être promulgué, mais en même temps qu'il ne touchera pas "les terres agricoles".

Plus gravement que le droit, c'est la culture du droit qui manque complètement. L'idée de droit a été greffée sur l'Etat russe par Speranski sous Nicolas I^{er}, qui a constitué pour la première fois un recueil imprimé des lois prises par l'Etat moscovite et petersbourgeois. Pas de toutes, car certaines lois considérées comme "secrètes" ne furent pas publiées. Malgré tout, l'idée de droit a progressé en Russie continûment jusqu'à la fin de l'Ancien régime, sauf pour les neuf dixièmes paysans de la population qui en étaient tenus à l'écart. Dès les premières semaines du pouvoir bolchevik, l'organisation judiciaire fut brisée, et l'idée même du droit supprimée avec la propriété.

Cela fit que l'initiative économique en Russie fut condamnée à une vie anémique, anarchique, poussant à l'état sauvage comme l'herbe entre les pavés. Les pavés sont les interdictions variées, et les prélèvements qu'opèrent les diverses instances prédatrices. Cette vie économique spontanée, sporadique, existait sous le bolchevisme et dans les dernières années du régime, à assez grande échelle. Elle a gardée sous Eltsine ses habitudes prises dans l'illégalité, au point qu'elle aurait probablement du mal à s'accommoder d'un régime de légalité et de droit si sérieusement on voulait mettre fin à l'ingéniosité infinie des corruptions, des malversations, des voleries, des rapines.

L'évanouissement des structures du socialisme a eu des conséquences heureuses et malheureuses sur le bien être de la société civile. Il existait dans l'économie soviétique un secteur d'Etat et un secteur "libre", c'est à dire illégal. Le secteur d'Etat a été "privatisé" dans les conditions que j'ai dites, et pillé à la petite semaine par les acteurs économiques

innombrables du secteur “libre”, théoriquement employés du secteur d’Etat sous le bolchevisme, et rendus à eux-mêmes par la “privatisation”. Cela a entraîné la ruine de catégories entières qui n’étaient pas en état par leur position, leur métier, leur aptitude, de participer au pillage : professeurs, personnel de santé, retraités, militaires de rang moyen.

La suppression de plusieurs absurdités du socialisme, de la planification en particulier, le desserrement des contrôles, le raccourcissement des circuits de production et de distribution ont eu des effets favorables. Mais ils ont été compensés par les effets pervers de l’anarchie et de la corruption généralisée. Manifestement, la performance économique de la Russie post-soviétique a déçu les observateurs, même ceux qui ne se faisaient pas d’illusions. Il est difficile d’ajouter foi aux statistiques, statutairement falsifiées sous le communisme et bien peu documentées aujourd’hui. Néanmoins il semble que la production ait chuté, par la dislocation des anciens circuits, et que le niveau de vie général ait baissé. Les chiffres démographiques, les taux de mortalité et de morbidité le confirment. Les comparaisons ne se font pas avec l’occident, mais avec les pays africains et asiatiques les plus défavorisés.

Dans ce tableau, il faut distinguer Moscou de la province. Moscou concentre une grande partie de la richesse russe. Elle est une ville complète, probablement de dix millions d’habitants, de l’ordre d’Istanbul ou de la région parisienne. Elle est vivante, variée, multiple. Si la société civile existe quelque part en Russie avec force, avec une certaine capacité d’autonomie et de création, c’est à Moscou. La province, elle, a peu changé. Le personnel administratif est resté en place avec les statues de Lénine et les inscriptions à la gloire du communisme. Les sujets ont conservé leurs habitudes du temps de Brejnev : survivre, grappiller ça et là, résister par l’inertie et la paresse, boire et boire encore : presque une bouteille de vodka (600 cl) par homme adulte et par jour. Les gouverneurs locaux ont, sous Eltsine, reconstitué dans leur circonscription le style de commande prédatrice du pouvoir central. Il n’y avait de danger séparatiste que dans les zones allogènes (comme la Tatarie ou la Bachkirie), qui comptent quand même pour 20 % de la population parce que la civilisation et le peuple russe sont remarquablement homogènes. C’est le même russe qu’on parle de Smolensk à Vladivostok. La colonisation agricole par extension géographique, toujours contrôlée par le réseau du pouvoir central est responsable de cette uniformité. Brisée, la civilisation paysanne, à l’état “kolkhozisée”, a été maintenue par l’encadrement soviétique encore plus uniforme

Il est difficile d’évaluer les aspirations proprement politiques de la société civile russe. Elle est certainement heureuse d’être débarrassé du poids de l’idéocratie léniniste. Elle regrette aussi l’espèce de sécurité torpide que procurait le brejnevisme mûr. Elle a souffert de l’anarchie qui a suivi la chute du communisme. Elle aspire à un retour à l’ordre. La liberté politique, la participation active à la vie politique, la démocratie ne fait pas partie de ses priorités.

12. Les chrétiens occidentaux formaient des rêves sur la “renaissance spirituelle” du peuple russe. Amère déception. L’ancienne hiérarchie ecclésiastique, qui avait été recrutée avec l’assentiment du KGB, est restée en place. On a observé une vague considérable de baptêmes à tous les étages du monde russe, y compris dans l’élite étatiste. De nombreux monastères se sont ouverts. Cependant, après un moment de ferveur, la pratique religieuse est retombée à des niveaux de type français : 4 % environ de pratique régulière.

De fait, la religion est l’index de l’adhésion au vieux sacré russe, c’est à dire à l’auto - adoration de la communauté. En Russie, au XIX^e siècle, s’est consommé avec le courant slavophile le blocage mutuel de la religion par le nationalisme et du nationalisme par la religion. Tout ce qui est religieux devient national, tout ce qui est national religieux. Le

samovar prend des couleurs religieuses, le Saint Esprit des couleurs nationales. Si une partie de la littérature russe est libérale et européenne (Pouchkine, Tchekhov), une autre a vécu du slavophilisme et des courants apparentés : Gogol, Dostoïevski, les symbolistes, la plupart des philosophes et des penseurs politiques. Depuis que Staline l'a autorisée à reparaître, en 1941, l'Église s'est remise au service de l'État. Elle y est demeurée. L'actuel patriarche, Alexis, n'est pas seulement comme ses prédécesseurs, acquiescé par le KGB, on le dit sorti de ses rangs.

Il a toujours existé deux orthodoxies en Russie. La première est une forme légitime du christianisme qui a engendré des martyrs, des saints, une foule de vrais chrétiens. La seconde vit de son aversion pour l'occident latin, particulièrement catholique. C'est la seconde qu'ont autorisée Staline et ses successeurs. C'est sur elle que le nouvel État russe compte et s'appuie. L'évêque d'Ekaterinoslav a fait en 1999 brûler dans la cour de son palais non pas des livres catholiques ou protestants, mais des livres orthodoxes, composés par les Églises russes hors frontières, à Paris ou à New York. Un tel acte eût été impensable dans l'Église synodale post-pétroviennne. Il faudrait remonter aux temps moscovites.

Ainsi n'est-il nul besoin de pratiquer la religion pour se sentir appartenir à la Russie orthodoxe. Soljénitsyne qui, lui, est un chrétien sincère, n'a jamais compris qu'un Russe pût choisir une autre confession chrétienne que celle de l'orthodoxie russe. Il a affirmé que l'invasion polonaise du XVII^e siècle avait été pire que l'invasion mongole parce qu'elle aurait pu changer la religion de la Russie. On est orthodoxe quand on est Russe quelle que soit la foi religieuse, comme on est Juif même si l'on est détaché du Dieu de Moïse et de ses commandements. Terre-Mère, Sainte Russie : même si ces notions sont oubliées, les réflexes, les automatismes profonds continuent d'y obéir. Il est significatif que les autorités publiques fassent référence non à l'orthodoxie, mais à "l'orthodoxisme". Ce néologisme est synonyme de "russisme". Gorbatchev, Eltsine, Primakov, Poutine ont fait savoir qu'ils étaient orthodoxes et baptisés. L'Église du patriarcat de Moscou a pris le statut moral, déjà en partie légal, d'une Église d'État.

L'heure du Kgb.

11. Eltsine a démissionné le 31 décembre 1999 et a laissé la place à Poutine. Ayant obtenu des garanties pour sa famille et pour ses biens, il a permis que se mette en place un nouvel appareil d'État. Son trait le plus caractéristique est qu'il se construit autour du KGB. La plupart des postes clés sont attribués, par un nouvel avatar de la *Nomenklatura*, à cette organisation. De même que dans l'année 1917 Lénine avait réussi à tenir sa faction en dehors de la décomposition généralisée de la société et des partis, de même, entre 1990 et 1999, le KGB avait réussi à maintenir sa discipline, son esprit de corps, son sentiment élitaire, alors que le parti communiste se dissolvait en grande partie. De même qu'en 1918 la population, considérant à juste titre que l'anarchie est de tous les régimes le plus insupportable, s'était résignée ou ralliée au pouvoir bolchevik, de même le pouvoir poutinien n'a pas eu de difficulté à gagner les élections. L'ancien parti communiste tirait sa légitimité de la "vérité" de sa doctrine que nul ne pouvait contester. Il était un "pouvoir spirituel" appuyé par les "organes". Le nouveau pouvoir n'a pas besoin de doctrine, puisqu'il tire sa légitimité de la "volonté du peuple", même s'il a contribué à l'établir par un certain nombre de pressions et de fraudes. La couche trafiquante supérieure du parti a consolidé sa possession précaire par la propriété privée. La couche technique et politique supérieure du parti a consolidé son pouvoir par le suffrage universel. D'une certaine façon, elle a repris à son compte et pour d'autres buts la leçon de Napoléon III et de Bismarck, sur la vertu conservatrice du suffrage universel.

Au pouvoir, Poutine a rétabli "l'ordre", conformément au mandat qu'il avait reçu. Le parlement (la Douma) est devenu une chambre d'enregistrement. Les gouverneurs ont été doublés par un corps nouveau de "gouverneurs" généraux, se sont mis au pas ou ont fait semblant. Reste la presse et les médias. Poutine n'a pas besoin d'un contrôle absolu, dans la mesure où la prédication communiste, la pédagogie de l'homme nouveau", l'endoctrinement, n'ont plus de raison d'être. L'immense armée des "propagandistes", le personnel du *glavlit* et de la censure, ont été licenciés. Le pouvoir tient à garder aux yeux occidentaux une façade démocratique. Une presse d'allure trop soviétique ne conviendrait pas. Il faut seulement qu'elle se prête dans l'ensemble aux projets gouvernementaux. Il y aura donc une presse amie, une "presse d'Etat", avec ça et là, des points de discussion et d'opposition. Poutine a fait revenir la propriété des groupes médiatiques dans le giron des amis du pouvoir. Quelques journalistes trop curieux ou trop hardis ont été retrouvés rossés ou tués. Ils n'avaient qu'à se tenir tranquille comme tout le monde. Il n'est pas certain que, entraîné par la logique interne de l'autoritarisme d'Etat, Poutine ne soit pas obligé d'aller au delà de ses intentions premières et de museler complètement les médias. Ce n'est pas encore le cas, parce que ce n'est pas nécessaire.

En effet, la grande majorité de la classe politique s'est ralliée au système Poutine. Ceux qu'on appelait les "libéraux", tel Gaïdar, qui avaient essayé de pousser l'accaparement vers une privatisation à la polonaise et une véritable économie de marché, le groupe formé par l'ancien président du KGB, Primakov, un moment premier ministre d'Eltsine, et du maire de Moscou, Loujkov, qui avait paru un moment au seuil du pouvoir, ont fait allégeance. Les anciens dissidents en ont fait autant. Le parti communiste collabore avec zèle.

On peut donc décrire le régime actuel comme un régime autoritaire, dominé par un parti discipliné issu en général du KGB et de l'établissement militaire. Ceux qu'on appelait les "oligarques", c'est à dire les aventuriers prédateurs surgis indépendamment du parti, où bien se rangent sous le pouvoir, où bien en subissent les attaques, au grand plaisir de la population.

Que faire ?

12. Que faire ? Prisonnier jusqu'au bout de l'idéologie léniniste, le pouvoir soviétique n'avait jamais pu se fixer pour but la production de richesse, la prospérité, le "développement". Tout cela était entièrement subordonné à l'augmentation de puissance, notamment militaire. On a dit que la dépense militaire a atteint 40 % du PNB à l'apogée de Brejnev. Mais les 60 % restant étaient le socle incompressible en deçà duquel la production militaire aurait reculé, parce que la population n'aurait pas disposé des ressources matérielles ou intellectuelles pour la soutenir. De ce point de vue on pourrait prétendre que 100 % de la production du pays lui était dédiée. Même sous cette condition, un certain "développement" a été acquis : urbanisation, instruction de masse, apprentissage des techniques, points d'excellence atteints dans les domaines prioritaires.

Maintenant que l'idéologie s'est évaporée, le gouvernement russe se trouve confronté aux tâches "normales" de tout gouvernement non totalitaire. Il a souvent évoqué élogieusement Pinochet qui, en dictateur autoritaire, a remis en mouvement l'économie chilienne mise à mal par une expérience socialiste. Mais l'instrument économique dont il hérite est singulièrement mal adapté. Il n'est pas conçu pour produire des marchandises compétitives sur le marché mondial, ni même pour satisfaire aux besoins modestes, mais tout de même croissants d'une population qui sait maintenant comment on vit en occident.

La petite République démocratique allemande était la zone la plus moderne, la plus développée du “camp socialiste”. A sa grande surprise la République fédérale a découvert une terre agricole abîmée, une industrie prodigieusement sous-équipée, des équipements collectifs inexistantes ou délabrés, une main d’œuvre qui avait perdu le goût et l’habitude du travail. Elle a implanté d’un seul coup le droit moderne commun, une administration complètement renouvelée. Elle a investi chaque année cent milliards de mark. Dix ans après, la remise à niveau n’est pas encore terminée.

La Russie, neuf fois plus peuplée, deux cent fois plus étendue, est dans un état très inférieur. Elle est sans routes modernes, les hôpitaux sont sans eau chaude, les villages sans eau courante, parfois pas même électrifiés, le parc immobilier est dégradé, la pollution très grave. La main d’œuvre n’a pas appris à travailler. La Russie ne peut exporter que du gaz, dans une moindre mesure, du pétrole (au détriment de la consommation locale), des minéraux rares, des “commodities” à faible valeur ajoutée, enfin des armes. L’ordre législatif, le droit public et privé, le système fiscal, sont encore à créer. Les conditions ne sont pas réunies pour accueillir l’investissement étranger, et d’ailleurs tout l’argent du monde n’y suffirait pas.

Il y aurait donc de quoi décourager le gouvernement de la meilleure bonne volonté. Mais on se demande si l’évolution récente ne va pas dans le mauvais sens. Les acteurs économiques principaux sont les premiers à donner l’exemple de la corruption et de la fuite des capitaux. Les capitaux que les banques et les institutions financières internationales ont prêté pour des raisons plus politiques qu’économiques, ont été dilapidés. Les structures autoritaires du nouvel État promettent de réprimer la corruption, et on réprime en effet ceux qui ne font pas partie des amis du système. Elles ne sont pas faites pour susciter dans tout le pays les initiatives entrepreneuriales. Entre la centralisation administrative, conduite par un personnel sans culture économique, et le libéralisme, il y a rarement affinité.

Il est possible qu’après dix années de creux l’économie russe ait cessé de se dégrader. Les observateurs ne voient cependant rien qui ressemble au “rattrapage” polonais et hongrois. A vue humaine, le rattrapage russe n’est pas pour demain ni pour après demain.

Au XVII^e siècle, la Russie était une zone de pauvreté et de barbarie entourée de tous côtés par civilisations plus brillantes, l’Europe, l’empire ottoman, la Perse séfévide, l’Inde moghole, la Chine mandchoue. Il n’en était plus ainsi en 1917, car la Russie était devenue un prolongement certes en retard, mais pas pour très longtemps, de l’Europe économique. En ce début du XXI^e siècle, la Russie a l’air de revenir à sa position relative du XVII^e siècle : par rapport à l’Europe, certainement, peut être aussi par rapport à la Turquie, à l’Inde et à la Chine, dont le dynamisme, les taux de croissance, sont supérieurs.

13. Il y a donc peu de chances que le système actuel trouve un motif de légitimité dans l’augmentation générale de la richesse qui fait la légitimation du gouvernement chinois depuis vingt ans. Il faut qu’il en trouve d’autres. Elles sont politiques. Une première option est : comment traiter avec le passé russe ? Dans l’héritage millénaire de la Russie, que choisit le régime pour légitimer son présent et son avenir ?

Une décision a été fondamentale : aucun gouvernement russe depuis 1989 n’a prononcé de condamnation solennelle sur la mémoire du communisme en tant que tel. Le contraste avec l’Allemagne de 1945 est criant. L’Allemagne nazie avait été occupée. Un tribunal international avait condamné à mort les principaux responsables nazis. La justice allemande a pris le relais. Une *damnatio memoriae* a effacé tous les insignes, toutes les traces de la domination nazie. Le génie allemand a dû être rétrospectivement purgé. Le peuple allemand a été convoqué dans cette entreprise de repentance. Le nom de Hitler a été maudit.

Rien de tel ne s'est passé en Russie. Elle n'a pas été occupée, certes, ce qui a été sans doute une grande malchance car l'Allemagne, le Japon, ont ainsi été curés de leurs poisons aux moindres frais, sans responsabilité interne, sans hypothéquer l'avenir politique. Aucun responsable communiste n'a été poursuivi ni puni pour les crimes commis, ni pour avoir esclavagisé le peuple russe, ni pour en avoir esclavagisé d'autres. Le personnel politique n'a pas été épuré pour motif de communisme, ni même renouvelé. Le corps diplomatique, en particulier, est resté à l'écart du moindre "mouvement". Les statues du fondateur, Lénine, n'ont pas été abattues, son mausolée reste un objet de culte et de visite. Il n'y a eu aucune *damnatio memoriae*. Ni le peuple russe, ni aucune autorité étrangère ne l'a imposée, ni même souhaitée.

La période soviétique est intégrée dans la mémoire officielle de la Russie, et je n'ai pas rencontré de Russes qui en aient honte au point de vouloir l'expulser. Elle fait corps en particulier avec l'idée de défense de la patrie. Le maire de Moscou, Loujkov, a couvert sa ville de monuments grandiloquents aux héros de la Grande Guerre Patriotique. La Russie a fait comme la France qui, après sa défaite de 1870 et le triomphe de la république, a réintégré la Convention et la Terreur dans l'histoire de France au titre de la défense nationale. En Russie cela impliquait une réhabilitation partielle de Staline, et à sa suite de tous les dirigeants bolcheviks depuis Lénine (y compris Djerzinski). Le drapeau rouge est resté celui de l'armée. L'hymne soviétique stalinien a retrouvé son rang, à la satisfaction de presque tous, et les paroles en ont seulement été modifiées par le même vieux poète qui l'avait autrefois composé, pour remplacer la mention du "grand Staline" par le Dieu de l'orthodoxie russe. Le petit groupe *Mémorial*, issu de la dissidence, s'efforce de rappeler à la mémoire russe que le bolchevisme, la terreur, le Goulag n'ont pas été qu'un accident météorologique qu'il vaut mieux oublier, qu'une suite d'événements comme il s'en produit dans l'histoire, mais qu'il est susceptible d'un jugement moral. Il est bien isolé. On me dit qu'il l'est moins depuis quelques mois.

Le nationalisme religieux de l'ancienne Moscovie est restauré dans ses témoins architecturaux. Moscou, où le pouvoir bolchevik avait rasé des centaines d'églises, les a reconstruites avec une vélocité étonnante, et la province n'est pas en reste. Les armes de la Russie sont l'aigle à deux têtes d'Ivan III. Le drapeau russe est celui dessiné par Pierre le Grand. Il semble cependant que dans ce passé, ce soit les figures les plus despotiques qui reçoivent le plus d'honneur : essentiellement Pierre le Grand et Alexandre III. Comparativement, Catherine II et Alexandre II, le "tsar libérateur", sont en retrait. Manifestement la "ligne pétroviennienne" du volontarisme et autoritarisme d'Etat prend le pas sur la "ligne" civilisatrice et libératrice de Catherine et d'Alexandre II. Poutine prend publiquement la posture d'un dévot de Pierre (qu'un colossal monument exalte depuis peu sur les bords de la Moskova) et plus discrètement, en privé, de Staline, même si ce costume semble un peu grand pour lui. Ce qui ne l'empêche pas de porter une croix sur la poitrine et d'écouter un prêtre fanatique du russisme, le P. Tikhon.

En 1970, Andreï Amalrik dressait la carte des courants de pensée en Russie. Elle reproduisait fidèlement la situation de 1913, car le soviétisme avait tout gelé et empêché l'évolution des idées. On avait donc un spectre allant du libéralisme patriotique au slavophilisme le plus chauvin, en passant par l'eurasianisme. Il semble qu'aujourd'hui l'aiguille du cadran se soit déplacée de ce dernier côté, à cause de la défaite des libéraux et de la petite société civile qui les soutenait. Les expressions d'anti-occidentalisme, d'exaltation du russisme, d'insistance sur la voie russe, sur l'exception russe, sont nombreuses. Elles sont exaspérées, comme il est normal par la déception post-communiste, par la misère du temps. Elles sont aussi encouragées par l'Etat — dans la mesure où elles ne compromettent pas trop l'image qu'il veut présenter à l'extérieur.

14. Poutine a bâti sa montée au pouvoir sur un crime populaire. Une série d'attentats, dont ont été accusés les Tchétchènes sans le moindre début de preuve, n'a pas fait moins de huit cent morts. Il n'est personne qui ne soit persuadé qu'elle a été une machination du FSB (KGB). Aussitôt une guerre d'extermination a été lancée contre ce petit peuple de moins d'un million d'habitants. Ce génocide, qui s'achève, a reçu l'approbation de l'opinion, et même des plus grandes autorités spirituelles du pays. Il ne faut pas mélanger l'analyse historique et le jugement moral, mais l'historien doit constater que la fondation d'une entreprise politique sur un crime initial est rarement un augure favorable. Tout ou tard, quand cette entreprise connaît des difficultés, le crime "remonte" comme dans la tragédie antique et l'on s'aperçoit que la légitimité de l'autorité en a été rongée silencieusement de l'intérieur, qu'elle est devenue creuse, s'écroule - ou réclame d'autres crimes.

“L'étranger proche”

15. “Je ne connais pas la Russie, je ne connais que l'empire russe” disait le grand ministre de Witte. La domination communiste n'était pas impériale d'intention : au début les Russes ne jouissaient pas de privilèges par rapport aux populations “indigènes”. Mais cela changea progressivement. A la fin des temps brejnevien, la situation se présentait ainsi : les nationalismes locaux avaient été sévèrement réprimés, au profit d'une “culture soviétique” et d'un “patriotisme soviétique” officiels, à tonalité fortement russe. Les partis communistes locaux étaient doublés à tous les postes importants par des communistes russes. En sens contraire, l'économie souterraine, les maffias, en cheville avec les partis communistes locaux, s'étaient développés au point de former avec le petit peuple une ébauche de société civile où la conscience nationale s'était réfugiée. En 1991, en un clin d'œil, l'URSS se fragmenta en “nations” dont on ne soupçonnait pas la vitalité. En Asie centrale, les découpages de Staline devinrent des frontières “nationales”. L'Islam sous jacent au communisme suffit provoquer le départ d'une grande partie des immigrants russes. Les pays baltes firent sécession immédiatement, ainsi que l'Ukraine, la Biélorussie, la Géorgie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

Pour la conscience russe, l'événement fut un choc terrible. Certains de ces territoires avaient été conquis au XVII^e siècle. La fierté impériale, la conscience de domination sur beaucoup de peuples était depuis deux siècles la consolation de la Russie. “ L'esclave à genoux rêve de l'empire du monde”, selon la formule de Custine, parallèle à une autre non moins célèbre de Lermontov. Pour certains territoires, pour les pays d'Islam, le deuil était moins cruel. Il était plus poignant quand il s'agissait de l'Ukraine, slave et orthodoxe en majorité, l'Ukraine que Lénine lui même avait échangé en 1918 contre du blé à l'armée de Ludendorff. Pas un Russe à ma connaissance ne s'y résigne et Soljenitsyne en gémit à chaque occasion.

Depuis dix ans, le gouvernement post-soviétique a employé plusieurs méthodes. L'écrasement de la Tchétchénie a dissuadé les peuples englobés, comme les Yakoutes, les Tatars, les Bachkirs ou les peuples frontaliers du piémont caucasien de pousser trop loin l'insolence. Le contrôle des frontières de l'URSS a été rétabli partout, sauf dans les pays Baltes. La Transdnestrrie, qui n'est qu'un corps d'armée, borde l'Ukraine à l'Ouest, doublée par des bases en Moldavie et des troupes en Biélorussie. La frontière turque, iranienne est également tenue, et une petite guerre maintient des troupes russes le long de la frontière afghane. Des bases militaires s'incrument en Géorgie, dépecée de deux provinces. Il y a plus de deux cent mille soldats russes hors de Russie. Le vieux conflit entre l'Arménie et les Azéris continue d'être exploité comme il l'est depuis deux siècles. Avec la Biélorussie, l'*Anschluss* est programmée de concert avec le dictateur du pays. Les pays baltes contiennent

une très forte minorité russe, dont on pourra exciter un jour l'irrédentisme. En Ukraine tous les moyens sont bons : formation d'un parti de l'union avec la Russie, contrôle de l'Eglise orthodoxe par le patriarcat de Moscou, sabotage des réformes que pourrait entreprendre l'Etat ukrainien, utilisation de l'arme gazière et pétrolière etc.

Tous les peuples visés sentent le danger et se défendent comme ils peuvent. Mais prenons le point de vue russe : à quoi tend cette politique obstinée, ce mélange de ruse, d'intimidation, de brutalité ? A recomposer l'URSS ? Pourquoi faire ? Le but paraît étrangement archaïque. Il équivaut à ces conquêtes vaines d'espace des empires du passé, dont l'empire russe est le dernier. Ou encore à une conquête coloniale, mais dont la pointe est dirigée vers des territoires plus européens que la Russie, comme l'Ukraine ou les pays baltes. C'est aussi stérile, insensé, obsolète que l'obsession de Hitler qui voulait des "terres à l'est" qu'il estimait indispensables au peuple allemand alors que depuis longtemps celui-ci abandonnait ses campagnes, vivait d'industrie et de services dans des villes prospères., où, de plus, il cessait de faire des enfants. C'est l'ivresse de la carte géographique, de la tache verte ou rouge démesurément étendue, la folie géopolitique.

L'orgueil d'espace est une des parties principales de la fierté russe, et l'un de ses derniers motifs. Il s'appuie aussi sur le sens de la *Umma*, de sa version russiste. C'est un fait que l'opinion ne supporte pas l'idée de rendre au Japon deux îles minuscules que Staline a volées en 1945, même à prix d'or. Elle ne voit pas combien les dix sept millions de kilomètres carrés sont pour toute économie moderne un énorme handicap. La distance coûte cher. Elle ne l'était pas, quand la conquête se faisait toute seule en territoire vide par une colonisation agricole ou par le commerce des fourrures, dans le cadre d'une économie élémentaire. Aujourd'hui il faut gérer, exploiter, mettre en valeur et cela dépasse les forces du peuple russe. La Sibérie est vide et se dépeuple encore. Mais l'idéalisme de la surface, l'ivresse de l'espace sont pour l'opinion russe des valeurs anciennes dont elle se passe d'autant moins qu'elle n'en a guère d'autres.

Imaginons que Poutine ou ses successeurs parviennent à leurs fins et réussissent à reconstituer l'URSS. Cela aurait pour résultat de bloquer toute cette zone dans un empire militarisé, qui n'aurait même pas la force civilisatrice et le prestige culturel de l'ancien empire des tsars. Cela épuiserait les forces du pauvre peuple russe déjà fourbu.

Les options de politique étrangère

16. La Russie est entrée avec fracas en Europe consécutivement aux victoires de Pierre le Grand sur la Suède. Elle a été aussitôt acceptée dans le concert européen, bien que l'Europe sût à quoi s'en tenir sur l'européanité de la Russie. Comme l'a lumineusement montré Martin Malia, elle a été acceptée parce que cela était avantageux aux autres partenaires. Pendant que la Russie s'agrandissait au sud et à l'ouest, l'Autriche, la Prusse, l'Angleterre se servaient largement. Seule la France était frustrée qui voyait avaler la Suède, l'empire ottoman et la Pologne, ses alliés traditionnels. Le Pape refusa longtemps au tsar le titre impérial que les autres puissances européennes agréèrent sans difficulté.

La Russie a su diriger constamment vers son corps diplomatique son personnel le plus civilisé et le plus intelligent. Elle a su aussi prendre les poses qui la rendaient séduisante pour l'opinion ou pour les gouvernements d'Europe : les Lumières au temps de Catherine ; l'internationale piétiste et maçonnerie au temps d'Alexandre I^{er} ; la défense de la conservation et du christianisme au temps de Nicolas I^{er}. Michelet écrivait en 1842 : "la Russie est mensonge. Elle est un crescendo de mensonge et d'illusion. Aujourd'hui elle nous dit "je suis le christianisme", demain elle nous dira "je suis le socialisme".

A la veille de 1914, la Russie était un pays comme les autres sur l'échiquier international. Impérialiste, mais pas plus que l'Angleterre ou que la France, expansionniste, mais pas plus que l'Autriche ou que l'Allemagne. Au cours de la grande guerre, elle demeura fidèle à ses alliances jusqu'à la veille de l'écroulement. Si elle avait tenu le coup encore un an et qu'elle se fût assise à la table des vainqueurs, elle eût obtenu Constantinople, un morceau des Balkans, toute la Pologne, un grand bout d'Allemagne, c'est à dire à peu près ce que conquit Staline. C'est du moins ce que lui avait promis la France.

Pendant tout l'épisode communiste, la Russie resta fidèle au programme léniniste de la révolution mondiale. Cependant Lénine et Staline surent toujours s'arrêter à temps quand l'extension du programme faisait courir un risque au centre du pouvoir. Lénine signa le traité de Brest-Litovsk. Staline liquida ses entreprises révolutionnaires en Allemagne, en Chine, en Espagne, soutint la droite allemande, signa avec Hitler, puis avec les Anglais et les Américains etc. Bien que, vue de l'intérieur, cette politique obéît à un seul principe imposé par la logique léniniste, de l'extérieur elle semblait obéir à deux principes. En tant qu'elle répandait le communisme dans le monde, l'Union soviétique était révolutionnaire et subversive, en tant qu'elle mettait à l'abri le territoire central, la forteresse ultime de la révolution, la Russie, elle semblait obéir à une politique d'intérêt impérial ou national parfaitement classique. Je suis le pays des Soviets, voici mes ailes, je suis la Russie, vive les rats.

Jamais la diplomatie occidentale n'a cessé de vouloir séparer ces deux aspects dont elle refusait de voir le lien "dialectique". Les premiers efforts du comte Brockdorff-Rantzau et de Lloyd George ont été pour proposer le marché : arrêt des activités subversives contre la prise en compte des intérêts nationaux de la Russie. Les derniers efforts de De Gaulle et de Kissinger, aussi.

Ce double jeu n'a plus sa raison d'être. La seule solidarité que puisse invoquer *ad extra* la Russie est la solidarité orthodoxe. Mais chaque église orthodoxe se moule dans son cadre national et ce n'est un ressort qu'on puisse manier facilement. L'affaire yougoslave l'a montré. Il faut noter aussi que le soviétisme a ruiné pour très longtemps le prestige de la Russie qui, avant la première guerre mondiale était vif chez les slaves du sud et les Tchèques. Il existait alors en Pologne un parti pro-russe. Il a disparu.

17. Beaucoup d'experts occidentaux et quelques milieux en Russie même, pensaient que la politique extérieure du pays pourrait ressembler à celle de la Pologne et de la Hongrie : jouer le jeu, entrer loyalement dans le système européen et atlantique. Bénéficiaire des crédits que l'Europe et l'Amérique lui offraient, en leur assurant une sécurité et une rentabilité raisonnable. Jeter les fondements du libéralisme et du capitalisme. Entrer dans la communauté européenne et atlantique.

On le crut d'autant plus que le gouvernement dès 1991 proclama qu'il prenait cette voie. Si Michelet était encore sur terre, il modifierait sa formule de 1842 : "la Russie est un crescendo de mensonge et d'illusion : hier elle nous disait : je suis le socialisme, aujourd'hui elle nous dit : je suis le capitalisme".

A l'excuse des nouveaux dirigeants, il faut redire que la tâche était presque impossible. Lénine disait que la voie vers le socialisme n'était pas le "trottoir de la Perspective Nevski". La voie vers le capitalisme, non plus. Dix ans après, ils ne sont plus nombreux dans le monde ceux qui croient que la Russie a beaucoup avancé sur ce chemin.

Pourtant la Russie a demandé un siège ou un strapontin à la plupart des institutions financières et économiques internationales, qu'on lui a donné. Mais en même temps elle a

découragé par sa répugnance à payer les intérêts des emprunts, son entêtement à “rééchelonner” ceux-ci, et même par des manipulations aussi grosses que la faillite de 1998. C’est à se demander si elle veut toujours faire partie du club. Le champion d’échecs Kasparov remarquait cette année que la politique étrangère soviétique est fondée sur la peur. Elle exploite les paniques qu’éprouve le peuple russe devant les “Tchéchènes” (d’une façon générale les “culs noirs”, caucasiens, géorgiens, tatars etc), devant le capitalisme sauvage (on ne connaît que celui-là), devant la “mondialisation” (ce n’est qu’un mot). Elle exploite les craintes de l’occident qui sont doubles et contradictoires. D’une part, il a peur de l’arsenal atomique russe, à la fois parce qu’il se dégrade dangereusement et parce qu’il est modernisé et remis à niveau. D’autre part il a peur de la décomposition d’un aussi vaste ensemble et de la déstabilisation générale qu’elle pourrait entraîner. Le gouvernement de Poutine ne manque de jouer sur ce double registre, rappelle que ses fusées sont toujours là, en même temps que sa faiblesse menace le monde de maux qui ne sont pas imaginaires, le terrorisme, l’Islam, la Chine.

De plus en plus, cependant, il rend la vie inconfortable au monde occidental. Poutine fait le tour de ses anciens alliés, notamment ceux que l’Amérique considère comme des “rogue states” : Corée du Nord, Cuba, Iran, Irak... Il renoue avec l’Inde. Il renforce la bonne entente avec la Chine, ce qui convient parfaitement à celle-ci dans le stade actuel de son développement. L’extrême orient sibérien, arraché à la Chine à l’époque des “traités inégaux” et qui se remplit de Chinois, ne perd rien pour attendre. A tout ce monde, Poutine vend des armes.

Laissons là la description de la politique étrangère russe, dont nous ne savons les développements qu’elle va prendre. Peut-on essayer de les supputer ? Nous entrons dans le champ des hypothèses. Nous savons qu’elles sont presque toujours démenties par ce qui se passe en réalité. Risquons les à tout hasard :

18. Aujourd’hui, donc, il semble que la Russie ait le choix entre les politiques suivantes.

1) Continuer de prendre une posture de gêneur international. Je ne crois pas que cette politique de nuisance puisse avoir une grande portée. Certes elle donne au peuple russe des satisfactions de vanité et l’illusion d’être une “grande puissance”. Ces satisfactions sont précieuses et plus faciles à obtenir que des satisfactions substantielles comme la prospérité et l’ordre légal. Elles ont toujours été mises au premier plan dans l’équilibre existentiel de ce pays. Mais la Russie n’est pas une grande puissance. Ni par sa population déclinante, fatiguée, à peine supérieure à celle du Japon ou des pays allemands. Ni par son économie, dont la production n’atteint pas la valeur de celle de l’Espagne. Ni par son moral : elle suit passivement Poutine, mais celui-ci ne dispose que d’un appareil. Il n’a pas de relais sous la forme par exemple d’un parti nationaliste de masse autonome, puissant et enthousiaste. La plupart de ses initiatives les plus flamboyantes s’enlisent dans le marécage de l’inertie générale. Dans le réseau d’alliances qu’il s’efforce de renouer, le seul maillon important est la Chine. Mais trop important : la Chine bien plus forte, dynamique, serait l’élément dominant de cette alliance, ce dont la Russie n’est que trop consciente. Il n’est pas exclu que les poses matamoresques que prend en ce moment Poutine ne soit qu’une façon de préparer une conversation sérieuse avec les États Unis.

2). Cette politique ne pourrait atteindre son but — équilibrer, concurrencer la puissance américaine comme elle l’a fait pendant quarante ans — que si la Russie réussit à s’associer l’Europe occidentale. De nouveau la politique allemande devient la question clé.

Elle l'était sous Frédéric II. Elle l'était sous Bismarck. C'est la droite allemande et précisément la *Reichswehr* qui a installé le bolchevisme en Russie, l'a protégé des "blancs" en 1918, lui a appris dans les années vingt les techniques militaires nouvelles. Victorieuse en 1945, la Russie soviétique a effacé de la carte un quart du territoire allemand (donné à la Pologne) et transformé un autre quart en démocratie populaire esclave et enfermée. Pendant quarante ans, de façon répétée, la Russie a mis l'Allemagne devant le marché : réunification contre rupture des alliances avec l'Europe occidentale et les États Unis. Détacher l'Allemagne de l'Europe, puis pousser les États Unis hors de l'Europe, tel a été l'effort principal de la diplomatie soviétique. Si elle y était parvenue, elle eût dominé l'Europe, l'eût exploitée, et sa puissance réelle eût été bien au delà du simple équilibre de la terre que lui procurait son armement atomique. Mais elle échoua, quelquefois de peu.

L'Allemagne d'Adenauer ne mordit pas à l'hameçon parce qu'elle était consciente de la force de la Russie soviétique et de son empire mondial communiste. Même dans les moments les plus équivoques de *l'Ostpolitik*, elle n'a pas joué un jeu de bascule entre l'Est et l'Ouest, elle est demeurée solidement et loyalement ancrée dans ses alliances. Paradoxalement, c'est sous Gorbatchev, en 1988, qu'elle fut le plus tentée. Selon Georges Henri Soutou, l'immuable politique de l'URSS, présentée sous les dehors bénins de la "maison commune européenne", a été à deux doigts de réussir. Si elle en a été si près, c'est peut être que l'Allemagne sentait déjà la faiblesse grandissante de ce partenaire éventuel. Pour prendre une comparaison : les Français n'ont accepté en 1981 l'Union de la gauche qu'une fois assurés que le parti communiste n'y aurait pas de position hégémonique.

L'Allemagne a obtenu sa réunification à des conditions que la Russie aurait pu rendre plus dures si elle n'était pas au même moment entrée dans une crise aussi grave. Aujourd'hui Poutine ne dispose plus d'un appât aussi tentant. En revanche il fait briller aux yeux de l'Allemagne la perspective d'un partenariat général ou celle-ci aurait le rôle leader. Si l'Allemagne saisissait cette perche, il peut compter que la France s'en saisisse aussi pour contrer celle-ci. Pour l'Allemagne, ce serait la reprise d'un rêve oriental, pour la France, la reprise de la tradition Delcassé. Laissons ces hypothèses inquiétantes que rien, jusqu'ici, ne corrobore. En attendant, Poutine s'assoit sur toutes les chaises que lui concèdent les autorités européennes. Il n'est pas certain que cette infiltration progressive réussisse au delà d'un certain point.

3) Une troisième politique aurait le mérite de correspondre à la réalité des forces et aux intérêts bien compris de la Russie et du monde. La condition préalable serait que la Russie abandonne ses ambitions de "grande puissance", ses chimères néo-impériales sur les anciennes républiques, et accepte de bon cœur un statut de "puissance moyenne". Je n'ignore pas qu'une telle "conversion" est la chose la plus difficile du monde. L'Espagne ne s'y est résolue qu'à la fin du XIX^e siècle, la France qu'après le départ de De Gaulle, et encore !, quant à l'Angleterre ... Peut être est-ce l'Allemagne, à cause de la grandeur de sa catastrophe, du déshonneur dont elle a été accablée, qui se résigne le plus franchement à sa nouvelle situation, à moins que les rêveries excitées par Poutine ne troublent son repos moral. Il est urgent que la Russie, dont le désastre n'a pas été moindre, commence cette conversion.

Que peut-elle alors espérer ?

Hélas, les perspectives sont grises. Si elle "joue le jeu" occidental, elle obtiendra certes de l'aide. Elle ne portera ses fruits que lentement. A terme, elle reviendrait, comme en 1900, la banlieue pauvre quoique décente de l'Europe occidentale. Elle serait quelque chose comme un Canada par l'étendue, mais avec une économie de type sud américain. Elle reprendrait en revanche sa place, avec son génie propre, dans la civilisation européenne, peut être avec le brillant qu'elle montrait au temps du ballet russe. Il y a toujours eu dans l'Etat et dans la

société russes des éléments qui réclamaient l'européanisation sincère : ils seraient récompensés. La forme de son gouvernement pourrait se rapprocher des normes occidentales. Sa religion pourrait devenir moins ombrageuse, moins obsidionale, plus amie des autres confessions chrétienne

Une puissance moyenne

L'occident a ménagé la Russie depuis dix ans en partie parce qu'il était persuadé que, passé l'actuel "temps des troubles", elle redeviendrait la très grande puissance qu'elle est depuis trois siècles. Il fallait donc éviter de "l'humilier", passer sur ses caprices, minimiser le crime Tchétchène. De plus, en termes géopolitiques, la Russie occupe depuis quatre siècles le *heartland* de l'Eurasie. Il est important que cette zone capitale soit contrôlée par un peuple quand même plus proche de l'Europe que le monde turco-mongol ou chinois.

Or, à vue humaine, il paraît peu probable que la Russie redevienne une très grande puissance. Entre 1763 et 1815, la France est redescendue de ce rang. Elle n'a jamais pu y remonter. Ni l'Angleterre après 1918. Ni l'Allemagne après 1945. L'état présent de la Russie ne garantit nullement qu'elle soit en mesure de tenir durablement le *heartland* eurasiatique, qu'elle ne remplit pas, mais seulement contrôle. Si, comme je l'espère, elle parvient à s'établir dans un régime politique et économique normal, elle aura plutôt tendance à se replier sur son territoire historique central, le seul qu'elle soit capable de mettre en valeur.

Ainsi, paradoxalement, la Russie ne pourrait tenir le rôle d'un pôle dans le monde oligopolaire que souhaite l'occident, qu'à la condition qu'elle ne devienne pas "occidentale" et qu'elle continue de prendre la posture artificielle, creuse et ruineuse pour elle, de grande puissance.

Au delà de cette réflexion, nous entrons dans le domaine de la fiction pure et il vaut mieux pour, notre part, en rester là.